



Déclaration conjointe sur de nouvelles mesures économiques restrictives

Bruxelles, le 26 février 2022

«Nous, dirigeants de la Commission européenne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni, du Canada et des États-Unis, condamnons la guerre choisie par Poutine et les attaques contre la nation souveraine et le peuple ukrainiens. Nous nous tenons aux côtés du gouvernement et du peuple ukrainiens dans leurs efforts héroïques pour résister à l'invasion russe. La guerre menée par la Russie constitue une agression contre les règles et normes internationales fondamentales qui prévalent depuis la Seconde Guerre mondiale et que nous sommes déterminés à défendre. Nous demanderons à la Russie de rendre des comptes et nous veillerons collectivement à ce que cette guerre soit un échec stratégique pour Poutine.

Au cours de la semaine écoulée, parallèlement à nos efforts diplomatiques et à nos efforts collectifs pour défendre nos propres frontières et aider le gouvernement et la population ukrainiens dans leur lutte, nous avons, avec nos autres alliés et partenaires dans le monde entier, imposé des mesures sévères aux principales institutions et banques russes, ainsi qu'aux architectes de cette guerre, dont le président russe Vladimir Poutine.

Alors que les forces russes déchaînent leurs assauts sur Kiev et d'autres villes ukrainiennes, nous sommes résolus à continuer d'en faire payer le prix fort à la Russie, afin de l'isoler davantage encore du système financier international et de nos économies. Nous mettrons ces mesures en œuvre dans les jours à venir.

Nous nous engageons en particulier à prendre les mesures suivantes:

Premièrement, nous nous engageons à faire en sorte que certaines banques russes soient exclues du système de messagerie SWIFT. Ces banques seront ainsi déconnectées du système financier international, ce qui entravera leur capacité d'action à l'échelle mondiale.

Deuxièmement, nous nous engageons à imposer des mesures restrictives qui empêcheront la Banque centrale russe de déployer ses réserves internationales d'une manière susceptible d'amoinrir l'effet de nos sanctions.

Troisièmement, nous nous engageons à agir contre les personnes et les entités qui facilitent la guerre en Ukraine et les activités préjudiciables du gouvernement russe. En particulier, nous nous engageons à prendre des mesures visant à limiter la vente de citoyenneté, au moyen des fameux «passeports dorés», qui permettent aux Russes fortunés liés au gouvernement russe de devenir citoyens de nos pays et d'accéder à nos systèmes financiers.

Quatrièmement, nous nous engageons à inaugurer cette semaine une task force transatlantique qui garantira la mise en œuvre effective de nos sanctions financières en inventoriant et en gelant les avoirs des personnes et des entreprises sanctionnées présentes sur nos territoires. Dans le cadre de cet effort, nous nous engageons à appliquer des sanctions et d'autres mesures financières et répressives contre d'autres fonctionnaires et élites russes proches du gouvernement russe, ainsi que leurs familles, et à recourir à des instruments connexes pour inventorier et geler les avoirs qu'ils détiennent sur nos territoires. Nous engagerons également d'autres gouvernements et nous nous emploierons à détecter et à perturber les mouvements de gains mal acquis, et à priver ces personnes de la capacité de dissimuler leurs avoirs dans le monde entier.

Enfin, nous intensifierons notre coordination contre la désinformation et d'autres formes de guerre hybride.

Nous sommes aux côtés du peuple ukrainien pendant ces heures sombres. Même au-delà des mesures que nous annonçons aujourd'hui, nous sommes prêts à prendre de nouvelles mesures pour demander des comptes à la Russie pour son attaque contre l'Ukraine.»

Personnes de contact pour la presse:

[Eric MAMER](#) (+32 2 299 40 73)

[Dana SPINANT](#) (+32 2 299 01 50)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)